

Pôle administratif
31, mail Pierre Charlot
BP 10 103
41 000 BLOIS

Blois, le 13/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ATEMAX FRANCE

le Grand Préaux
41240 BINAS

Références : RI-2022-05-31-SL-01

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté le Grand Préaux 41240 BINAS. L'inspection a été annoncée le 14/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEMAX FRANCE
- le Grand Préaux 41240 BINAS
- Code AIOT dans GUN : 0054100057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Centre de collecte de sous-produits animaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Règles d'implantation ;
- Consommation d'eau ;
- Collecte et stockage des effluents ;
- Traitement des effluents ;
- Confinement ;
- Exploitant ;
- rubriques concernées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etanchéité	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 3	/	Sans objet
Réception SPAn	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	/	Sans objet
Stockage	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15	/	Sans objet
Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 18	/	Sans objet
Confinement	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 19	/	Sans objet
Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 20	/	Sans objet
Disconnexion	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21	/	Sans objet
Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 27	/	Sans objet
Établissement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1	/	Sans objet
Rubriques autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-1	/	Sans objet
Rubriques autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-2	/	Sans objet
Rubriques autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-3	/	Sans objet
Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une partie des circulations (nord-est du bâtiment) non étanche.
 Modifier l'arrêté préfectoral d'exploiter

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée : <ul style="list-style-type: none">- à au moins 200 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;- à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, des rivages, des berges des cours d'eau ;- à au moins 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ;- à au moins 500 mètres des piscicultures de rivière soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie. Le parc de stationnement des véhicules de transport des " sous-produits d'origine animale " doit être installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers. Les dispositions du présent article ne s'appliquent, dans le cas des extensions d'installations existantes, qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité des installations existantes.
Constats : Prescription non adaptée Antériorité constatée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 3736 du 13 novembre 1984.
Observations : Habitations de tiers à 130 m, antériorité constatée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 3736 du 13 novembre 1984.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.
Constats : Circulations non étanches aux eaux d'extinction à l'est du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Réception SPAn

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Réception SPAn
Prescription contrôlée : « Les installations de réception et de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre. Les surfaces de réception sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous-produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27. » Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous-produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27.
Constats : Conforme
Observations : surface étanche, jus d'écoulement captés
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol et en particulier l'unité de stockage des eaux ayant été en contact avec les " sous-produits d'origine animale " est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir. - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
Constats : Conforme
Observations : Stockage des jus en citerne sur rétention
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les différents effluents sont traités de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- les eaux pluviales non souillées sont rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe ;- les eaux ayant été en contact avec des " sous-produits d'origine animale " ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ces matières doivent être traitées conformément aux dispositions de l'article 27 ;- les autres eaux devront être épurées lorsqu'un traitement est nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet et définies à l'annexe I.
Constats : Conforme
Observations : Eaux pluviales rejetées en milieu naturel Eaux en contact des SPAN stockées puis traitées en usine
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ /t de " sous-produits d'origine animale " stockés est retenue. Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 18.
Constats : Prescription non adaptée
Observations : Confinement en bassin de rétention couvert
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Un niveau de consommation d'eau par tonne de matières premières entrantes doit en particulier être défini.
Constats : Prescription non adaptée
Observations : niveau de consommation non défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés à partir d'un réseau public sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L. 432-3 du code de l'environnement, les dispositions des articles L. 432-5 et L. 432-6 dudit code. Leur mise en place est compatible avec les dispositions de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Chaque point de prélèvement dans le sol ou les cours d'eau doit être équipé d'un compteur horaire totalisateur. Les volumes consommés sont relevés journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j et de manière hebdomadaire si ce débit est inférieur ; ils sont consignés dans un registre éventuellement informatisé tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Conforme
Observations : Enregistrement quotidien des consommations d'eau
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : « Les dispositions suivantes sont applicables aux eaux ayant été en contact avec les matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par les matières premières. Les effluents peuvent être traités sur place ou dans une usine autorisée.
Constats : Conforme
Observations : Effluents traités dans une usine autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Autorisation d'exploiter des établissements CAILLAUD, lieu dit Grand Préaux à BINAS
Constats : Prescription non adaptée
Observations : Changement d'exploitant : ATEMAX Le Grand Préaux 41240 BINAS
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubriques autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Rubrique 2731 Dépôt ou transit de sous-produits animaux autorisée à 100T.
Constats : Conforme
Observations : 16T en 2731-1 55T en 2731-2
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubriques autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-2
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Rubrique 2730 Traitement des sous-produits d'origine animale autorisée à 100T/j.
Constats : Prescription inadaptée
Observations : Traitement actuel de l'ordre de 200kg/j
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubriques autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1-3
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Rubrique 2355 Dépôts de peaux autorisée à 20T.
Constats : Prescription inadaptée
Observations : Rubrique non concernée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Respect des normes de rejet des eaux résiduaires
Constats : Prescription inadaptée
Observations : Pas de rejet d'effluents
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet